Elections présidentielles du 5 mai 1974

Arlette LAGUILLER



(Ph. Noak Carrau)

34 ans - Employée au Crédit Lyonnais depuis l'âge de 16 ans, militante syndicale

Pourquoi la candidature d'Arlette LAGUILLER ?

D'abord, pourquoi une femme ?

Arlette LAGUILLER est la seule femme parmi tous les candidats de cette élection présidentielle. Et sa candidature est aussi la première candidature féminine dans ce type d'élection. Car ni cette fois-ci, ni les précédentes, aucun parti politique, qu'il soit de droite ou de gauche, n'a jugé une femme digne de le représenter, bien qu'en paroles tous se prétendent partisans de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Les femmes constituent plus de la moitié de la population et du corps électoral, mais, à l'Assemblée, sur près de cinq cents députés, elles ne sont que huit. Et ce sont donc des assemblées dans leur immense majorité composées d'hommes qui prétendent trancher les problèmes qui se posent aux femmes, comme actuellement le problème de la liberté de l'avortement et de la contraception.

Dans la vie économique, c'est la même situation qui est faite aux femmes qui sont considérées comme des citoyens de seconde zone. On leur offre les emplois les moins qualifiés et, à travail égal, elles sont moins bien payées que les hommes.

Parce qu'elle est celle d'une femme, la candidature d'Arlette LAGUILLER est en elle-même une protestation contre cette situation de la femme dans la société actuelle, liée à l'exploitation capitaliste.

Pourquoi une travailleuse ?

Arlette LAGUILLER est aussi la seule travailleuse du rang, parmi tous les candidats en présence. Et c'est aussi la première fois qu'un simple travailleur est candidat à la présidence de la République. Car les partis bourgeois, les partis de droite, présentent évidemment des candidats issus de leur propre milieu. Et les partis de gauche, qui prétendent pourtant parler au nom des travailleurs, ne présentent aux suffrages de ceux-ci que des professionnels de la politique, avocats ou journalistes.

Tous ceux qui se réclament du socialisme affirment pourtant que le socialisme, cela voudra dire la gestion par les travailleurs de la société tout entière et cela à tous les niveaux.

Mais il faut croire que les révolutionnaires sont les seuls socialistes sincères, puisqu'eux seuls sont capables de mettre leurs actes en accord avec leurs idées et de présenter dans ces élections la candidature et d'une femme et d'une travailleuse.

Une candidature d'extrême-gauche

Mais que sont ces militants d'extrême-gauche, ces révolutionnaires, qui présentent la candidature d'Arlette LAGUILLER ?

Eh bien, les révolutionnaires sont tout simplement des gens qui sont pour le progrès. Mais pour le progrès social, c'est-à-dire le progrès qui améliore les conditions d'existence de l'ensemble de la population et en premier lieu celles des travailleurs.

Dans la société capitaliste, qui repose sur la propriété privée des moyens de production et la course au profit individuel, le progrès technique ne sert qu'à enrichir une minorité de privilégiés, ceux qui détiennent l'argent, qui possèdent le capital. Pour les travailleurs, le progrès technique, loin d'alléger leur tâche, constitue souvent un esclavage supplémentaire ou, pire, une cause de crainte pour leur emploi. Les révolutionnaires luttent pour mettre le progrès technique au service de l'homme, de tous les hommes, et en premier lieu des travailleurs, qu'ils soient des villes ou des champs. C'est cela, le socialisme.

Quelle classe sociale l'Etat représente-t-il actuellement ?

Ceux qui sont au pouvoir représentent le grand capital. L'Etat est au service des riches. Il défend les intérêts des patrons et des banquiers.

Pendant des années, leur système a fonctionné tant bien que mal. Les capitalistes se sont enrichis sur le dos des travailleurs. Mais ceux-ci, grâce à des luttes sociales nombreuses, ont pu imposer cependant quelques améliorations à leur sort, bien que ces améliorations aient été très faibles par rapport à ce qui serait possible dans une économie débarrassée du profit et du gaspillage que celui-ci entraîne, c'est-à-dire dans une économie socialiste.

Mais, aujourd'hui, l'économie capitaliste est en crise. Et ceux qui la dirigent, et qui sont donc responsables de cette crise, voudraient en faire payer les frais aux travailleurs : à la classe ouvrière, comme aux petits paysans, aux artisans et aux petits commerçants, à tous ceux, en un mot, qui vivent de leur travail.

Comment la bourgeoisie et son Etat veulent-ils nous faire payer les frais de leur crise ?

Face à la crise, chaque patron essaie de sauvegarder ses profits, sur le dos des travailleurs qui lui ont permis, quand les affaires allaient bien, de réaliser de substantiels bénéfices et d'accroître ses richesses. Pour les salariés, au niveau de vie déjà entamé par l'inflation et la hausse des prix, cela signifie en plus la menace du chômage total ou partiel.

Mais il n'y a pas que la classe ouvrière qui est visée par la politique des patrons et de leur Etat.

Quand les affaires marchaient bien, l'Etat capitaliste multipliait déjà les subventions aux trusts, sous forme de commandes, de dégrèvements fiscaux, d'aide en techniciens, en études, voire sous forme de subventions directes. Aujourd'hui que les affaires vont plus mal, ces trusts réclament une aide encore plus importante, et l'Etat qui est à leur service va la leur apporter en prenant l'argent qu'il leur donnera dans les poches de toutes les catégories de la population laborieuse, ouvriers ou paysans.

Ces subventions de l'Etat aux capitalistes privés viendront s'ajouter aux sommes énormes dépensées pour l'entretien d'une armée, d'une police et d'une administration dont le seul but est de tromper les travailleurs et de réprimer toute tentative de faire connaître la vérité et de s'opposer à la politique des capitalistes .

Pour toute la population laborieuse, pour la classe ouvrière, comme pour les petits paysans, les artisans et les petits commerçants, cela veut dire une fiscalité encore plus lourde, pendant que les grands bourgeois, à l'exemple de certains hommes politiques, s'arrangeront pour ne pas payer d'impôts, en tout cas, pas au prorata de leurs richesses.

Que proposent les différents candidats, face à la crise qui menace ?

Ceux qui sont au pouvoir et qui voudraient le conserver, l'UDR, les Républicains Indépendants, les autres membres de la majorité et leurs divers candidats, eux qui vous imposent des sacrifices depuis des années, veulent faire croire aujourd'hui qu'ils vont changer. Ils disent à la population de se serrer la ceinture, mais ils permettent aux grands trusts pétroliers, chimiques, industriels, de faire de fabuleux bénéfices sur la pénurie.

Ceux qui s'opposent à eux, les partis de gauche, représentés par François Mitterrand, ne proposent rien d'autre que de changer les hommes qui sont au pouvoir, sans toucher aux institutions, sans toucher au capital pour résoudre la crise. Mitterrand dit déjà aux travailleurs et à la population pauvre qu'ils devront être patients !

Alors qui paiera la crise ? Une fois de plus, les travailleurs, qui devront accepter les hausses des prix, en limitant leurs revendications, et même les compenser par un surcroît de travail sous forme d'augmentation des cadences et d'heures supplémentaires.

Et aussi les paysans les plus pauvres, qui pourront de moins en moins vivre de leur travail.

Finalement, le choix qu'on nous propose dans ces élections est clair et simple.

— Ou nous laisser imposer des sacrifices par Chaban-Delmas ou par Giscard d'Estaing.

— Ou nous les faire admettre par Mitterand.

Car les travailleurs peuvent-ils faire confiance à Mitterrand ?

Mitterrand se présente aujourd'hui comme un homme de gauche, comme un « socialiste ». Mais le fait qu'il soit dans l'opposition ne peut pas faire oublier qu'il a aussi derrière lui une longue carrière de politicien sous la IV[e] République, en tant que dirigeant d'un parti du centre, l'UDSR, dans lequel il côtoya sans complexe des hommes comme Pleven ou Soustelle, tout aussi peu soucieux des intérêts des travailleurs les uns que les autres.

De 1947 à 1958, en onze ans, Mitterrand fut ministre pendant plus de sept ans en tout. Il a commencé sa carrière ministérielle dans le cabinet Ramadier qui chassa les ministres communistes du gouvernement pour pouvoir goûter plus tranquillement aux délices du plan Marshall. Il a été ministre de la « France d'outre-mer », c'est-à-dire des colonies, et à ce titre a été un des principaux responsables de la politique répressive du colonialisme français. En 1954, au début de la guerre d'Algérie, il était ministre de l'Intérieur (dans un gouvernement qui comprenait aussi son adversaire d'aujourd'hui, Chaban-Delmas) et fut l'inventeur des formules **« l'Algérie, c'est la France »** et **« la seule négociation, c'est la guerre ».** En 1956, enfin, ministre de la Justice dans le gouvernement Guy Mollet, il a fait partie de ces hommes qui se sont présentés aux élections au nom de **« la paix en Algérie »**, qui, après les avoir gagnées, réclamèrent à l'Assemblée les « pouvoirs spéciaux », toujours pour faire la paix, expliquaient-ils aux travailleurs, et dont toute la politique fut au contraire d'intensifier la guerre en Algérie.

Alors, bien sûr, on nous explique maintenant que depuis seize ans Mitterrand a changé, qu'il est devenu socialiste. Mais cette adhésion toute fraîche au Parti Socialiste ne prouve rien, car les dirigeants de ce parti ont bien souvent fait, lorsqu'ils étaient au pouvoir, la politique de la droite, depuis 1936, où la Chambre de Front Populaire en arriva, de capitulation en capitulation, au gouvernement Daladier-Reynaud, pour finir par jeter les communistes en prison et voter les pleins pouvoirs à Pétain, jusqu'en 1958, où Guy Mollet alla chercher De Gaulle à Colombey, avant de devenir l'un de ses ministres.

Non, les travailleurs ne peuvent pas, et ne doivent pas, faire aveuglément confiance au politicien Mitterrand. Ils doivent au contraire lui montrer qu'ils n'ont pas oublié ses reniements passés.

Comment voter contre la droite sans donner un chèque en blanc à Mitterrand ?

Pour voter contre la droite, sans donner un chèque en blanc à Mitterrand, il n'y a qu'une solution : voter à l'extrême-gauche, voter pour une travailleuse révolutionnaire,

VOTER ARLETTE LAGUILLER

Par ce vote, les travailleurs diront à l'UDR et à la droite tout entière qu'ils en ont assez des scandales de la Vᵉ République, d'un régime qui augmente constamment les impôts, où la liberté des citoyens est de plus en plus surveillée et où, surtout, leur pouvoir d'achat est constamment remis en cause par l'inflation. Ils diront qu'ils en ont assez et que, même si la crise se développe, il ne faut pas compter sur eux pour les sacrifices. Qu'ils sont prêts, au contraire, à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que ce soient ceux qui se sont enrichis sur leur dos qui paient.

Ils diront aussi à Mitterrand que, s'ils le soutiennent au deuxième tour, ils ne lui font pas aveuglément confiance, qu'ils ne sont pas plus prêts à accepter de lui que de la droite une politique de sacrifices et d'austérité pour les travailleurs et de profits maintenus pour les patrons et les banquiers.

Ils lui diront que de toute manière ils sont prêts à faire tout ce qu'il faudra pour que soient satisfaites les revendications qui se posent actuellement de manière urgente aux travailleurs :

— l'augmentation des salaires, pensions et retraites, garantis par une véritable échelle mobile, mensuelle, automatique et calculée suivant des indices fixés par les travailleurs et leurs organisations,

— la diminution du temps de travail,

— le refus des licenciements collectifs,

— l'élargissement des libertés syndicales et politiques, dans les entreprises comme ailleurs.

Voter Arlette LAGUILLER,

c'est la seule façon de voter utile

de voter contre la droite, sans donner carte blanche à Mitterrand.

Quelques pour cent de voix sur sa candidature, sur celle d'une travailleuse révolutionnaire, cela aura plus de résonance que n'importe quel autre vote.

Voter Arlette LAGUILLER,

pour faire de votre bulletin de vote un avertissement.

— Avertissement à Mitterrand, d'abord, pour lui dire que, si les travailleurs le portent au pouvoir par leur vote au deuxième tour, ils ne lui permettront pas de renier ses promesses et qu'ils sont prêts à lui imposer, s'il le faut, ne serait-ce que les revendications du Programme commun.

— Avertissement aux partis qui soutiennent Mitterrand dès le premier tour, et en particulier au Parti Communiste Français, pour leur dire qu'ils ne pourront pas se contenter, comme le PCF en 1956, de venir expliquer après coup : **« Nous avons été trahis, il nous faut attendre les prochaines élections ».**

— Avertissement à la droite aussi, au cas où Giscard ou Chaban l'emporterait, pour lui dire qu'il y a dans le pays un nombre important de travailleurs qui ne sont pas résignés, qui ne sont pas disposés à renoncer à leurs revendications et qu'il faudra compter avec leur détermination et leur volonté de lutte.

Et plus le nombre de voix qui se portera au premier tour sur Arlette LAGUILLER sera important, plus l'avertissement sera entendu

plus il comptera, aussi bien en cas de victoire de Mitterrand qu'en cas de victoire de Chaban ou de Giscard.

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS,

Vous avez l'occasion de voter vraiment utile :

— pour dire non à la droite,

— pour prévenir Mitterrand que vous vous souvenez de son passé,

— pour dire à tous que vous saurez exiger par la suite les revendications qui vous tiennent à cœur et que les urnes ne vous apporteraient pas.

FAITES DU PREMIER TOUR UN AVERTISSEMENT

— aux industriels, aux trusts et aux banquiers ;
— aux politiciens à leur service ;
— et à ceux qui rêvent d'y être.

VOTEZ ARLETTE LAGUILLER

S. N. IMP. P. DUPONT - CLICHY